



Crédit photo : Yannick Monget

A
V
R
I
L

2
0
1
1

L'acte d'avocat, ou lorsque la signature de l'avocat renforce l'efficacité juridique d'un acte

Après des années de débat, et malgré une forte opposition des notaires contre cette réforme, l'acte d'avocat, issu de la loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées, a enfin été adopté le 15 mars 2011, loi promulguée le 29 mars suivant.

L'acte d'avocat, qui ne saurait être confondu avec l'authentification par un notaire qui seule peut conférer à un acte une force probante renforcée quant à son contenu et à sa force exécutoire, permet par la signature de l'avocat de manifester l'engagement de la responsabilité de ce dernier. La loi prévoit ainsi que, « *en contresignant un acte sous seing privé, l'avocat atteste avoir éclairé pleinement la ou les parties qu'il conseille sur les conséquences juridiques de cet acte* » (article 66-3-1 de la loi n° 71-1130 du 31 Décembre 1971).

En contresignant l'acte signé par les parties en même temps qu'elles et en leur présence – ce qui impliquera que l'avocat s'assure de l'identité des parties – l'avocat confère à celui-ci une efficacité juridique nouvelle renforcée. L'acte ne devient toutefois un « acte d'avocat » que dès lors qu'il aura été signé par l'ensemble des parties et contresigné par l'ensemble des avocats ayant participé à sa rédaction si chacune ou plusieurs des parties sont assistées par un avocat. L'avocat, conseil, rédacteur de l'acte, et qui y appose désormais son contreseing, reconnaît ainsi qu'il a bien exécuté son obligation d'information et de conseil, et apparaît désormais pleinement engagé, et de fait sa responsabilité l'est tout autant.

Il pourra faire figurer sur l'acte d'avocat le sceau  attestant du caractère de celui-ci.

Concrètement, cela signifie que, pour toute une série d'acte qui sont passés quotidiennement par les entreprises ou les particuliers, le contreseing de l'avocat donnera à l'acte une force supplémentaire, qui le rapproche de l'acte de notarié et surtout qui est plus fort qu'un simple acte sous seing privé.

Le champ apparaît immense pour l'acte d'avocat qui va connaître une application pratique par exemple pour les protocoles transactionnels dans tous les domaines du droit, avec une intervention plus marquée encore de l'avocat qui les contresignera. Entre autres exemples, on pourra également citer les actes d'acquisition, les actes de cession de fonds de commerce, les cessions de parts sociales, les contrats commerciaux, les compromis de vente, les contrats de travail...

Ce n'est pas un nouveau métier pour l'avocat mais c'est une nouvelle dimension qui est donnée à son intervention.

Alexandre Moustardier
Avocat associé co-gérant



- **Nous participons à:**

- 1^{er} juin 2011 : **Conseil d'Etat** : Cycle du Conseil d'Etat : information environnementale. **C.HUGLO**
- 6 et 7 juin 2011 : **Pont Formation**, les bases du droit de l'environnement. **MP MAITRE, G.PAUL**
- 9 et 10 juin 2011 : **EFE** : Santé et sécurité au travail, **MP MAITRE/E.MERLANT**
- 10 juin 2011 : **CFPA** : Atelier : sécuriser et optimiser vos contrats de performance énergétique. **A.FOURMON**
- 15 juin 2011 : **EFE** matinée de l'environnement, Les nouvelles règles de l'étude d'impact et de l'enquête publique. **A.GOSSEMENT**
- 16 juin 2011 : **Emballage Magazine** : Déchets d'emballage et déchets d'équipement électrique et électronique. **MP MAITRE**
- 20 juin 2011 : **CFPA** : sécuriser les autorisations et déclarations ICPE. **MP MAITRE**
- 21 juin 2011 : **Usine Nouvelle**, 8^{ème} rencontre annuelle de l'énergie : cadre réglementaire lié aux énergies renouvelables. **A.GOSSEMENT**
- 21 juin 2011: **LexisNexis** : Installations photovoltaïques. **A.FOURMON**
- 24 juin 2011 : **Cour Administrative d'Appel de Bordeaux** : Loi ENE. **C.HUGLO**
- 24 juin 2011: **ELEGIA** : Actualité du droit de l'environnement. **MP MAITRE**
- 30 juin 2011 : **Enerpresse**, Forum 2011 Deauville : 2012 : un souffle nouveau pour la politique énergie-climat. **C.LEPAGE/ A.GOSSEMENT**





Crédit photo : Yannick Monget

A
V
R
I
L

2
0
1
1

Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité

- 📖 MP.Maître, Grenelle 2 on est loin du compte, Transport Info Hebdo, 18 mars 2011.
- 📖 Cabinet Huglo Lepage, Cadémovi ne lâche rien, Vosges Matin, 21 mars 2011.
- 📖 Cabinet Huglo Lepage, « Passage au vert », le Nouvel Economiste, 31 mars 2011
- 📖 Cabinet Huglo Lepage, « Cabinet Huglo Lepage : des architectes du droit au service d'un développement soutenable et responsable des entreprises ». Les Annonces de la Seine, 31 mars 2011.
- 📖 Cabinet Huglo Lepage, « le cabinet Huglo Lepage & Associés, : des architectes du droit au service d'un développement soutenable et responsable des entreprises ». Médiaterre 12 avril 2011.
- 📖 Cabinet Huglo Lepage, le ruisseau de la discorde, Sud Ouest 14 avril 2011.
- 📖 M.Maître et I.EMPAIN, révision de la procédure des PPRT en cas de mesures supplémentaires de prévention des risques. Environnement & Technique avril 2011.
- 📖 C.Huglo, Fukushima, révélateur des lacunes du droit international, La Tribune 27 avril 2011.
- 📖 F.Braud, Figeac. Premiers recours sur l'extension de la zone. La dépêche.fr 29 avril 2011

